

Paris, le 29 juin 2016

Le contexte est marqué par des mobilisations en France et en Europe contre la volonté de déréglementer et de réduire les droits sociaux des salariés. En France la mobilisation contre la loi travail ne faiblit pas, les derniers sondages montrent qu'une majorité des Français apportent leur soutien aux manifestations. En Belgique, les attaques contre le droit des salariés belges sont du même acabit et la mobilisation existe également.

Ces derniers jours, le référendum en Grande-Bretagne validant le Brexit confirme une fois de plus, malheureusement, le ras-le-bol des peuples devant l'incapacité des gouvernements et de l'Europe (telle que la commission européenne entend la construire) à sortir de la crise et à améliorer le sort de chacun.

Pour Solidaires Finances Publiques, plus qu'au moment de sa création, la construction d'une Europe démocratique et sociale est urgente. Cette Europe passe entre autres par l'harmonisation fiscale et sociale pour éviter tout dumping fiscal et social et ses conséquences désastreuses.

L'actualité de ces dernières semaines a également été marquée par les fameuses affaires Luxleaks et Panama papers. Elles ont mis en exergue que les recettes fiscales d'un certain nombre de pays étaient spoliées par différentes stratégies d'optimisation fiscale pour servir une minorité de personnes.

L'urgence de lutter efficacement contre tous types de fraude et d'évasion requiert des moyens humains, juridiques et budgétaires. En France, c'est en renforçant les administrations du Ministère des Finances et des comptes publics que cette lutte pourra être possible. De la même façon une protection des lanceurs d'alerte doit être mise en place.

L'ensemble de la problématique des moyens doit être entendu par le gouvernement au moment où les arbitrages sont en cours concernant l'élaboration de la loi de Finances 2017.

En l'occurrence, la politique tracée pour les années à venir, fait craindre à Solidaires Finances Publiques que la DGFIP soit lancée sur des "lignes destructrices". Encore plus particulièrement pour l'international, dont la DGFIP affirme que cette mission n'est pas "sa danseuse", et pourtant elle apparaît pour l'instant comme restant le parent pauvre.

Au travers des différents points évoqués lors de ce GT, Solidaires Finances Publiques constate que la DGFIP est bien une administration prioritaire au cas particulier concernant la lutte contre la fraude fiscale internationale et si la solution apportée par la DG pour assurer pleinement cette mission est axée sur la partie organisationnelle et le développement des outils, la question des emplois reste centrale.

Sur la question de l'international, Solidaires Finances Publiques souhaite aborder la situation de la DRESG en termes de constats et d'avenir. Sur le constat Solidaires Finances Publiques n'a pas attendu la Cour des Comptes pour alerter sur la situation de cette direction. Solidaires Finances Publiques a déjà dénoncé l'augmentation de la charge qui atteint des volumes hors du commun (200 000 contribuables gérés par le SIPNR) et une complexité accrue des dossiers à traiter, qui ont contribué à mettre cette direction spécialisée en difficulté. Cette situation est aggravée par l'inadéquation des outils informatiques (retraitement des télédéclarations à plus de 50%...) mais aussi juridiques (contentieux de Ruyter, OPCVM...). A cela s'ajoute comme dans l'ensemble des directions la poursuite de la politique des suppressions d'emplois qui fragilise jusqu'à mettre en danger un certain nombre de missions.

Pour ce qui est de l'avenir, l'examen des fiches fait apparaître que la DG présente des pistes de réflexion tout en s'abstenant de définir un véritable projet d'organisation. La réponse de Monsieur Sapin à la Cour des Comptes ne légitime pas la scission de la DRESG notamment en rattachant les missions de pilotage et de ressources à la Direction générale. En termes de gestion des personnels si nous partageons le besoin de technicité sur cette direction, Solidaires Finances Publiques rappelle son attachement indéfectible à la règle d'affectation en fonction de l'ancienneté et son opposition à tout profilage ce qui nécessite d'offrir la formation adéquate aux agents pour leur permettre d'accomplir leurs missions.

Concernant la coopération entre états en matière fiscale, celle-ci est dans la période plus que primordiale et légitime. Renforcer les liens entre états pour que chacun d'entre eux puisse avoir les recettes fiscales qu'il est en droit d'attendre en fonction de son système fiscal est indispensable.

Si les actions du plan BEPS annoncées par l'OCDE vont dans le bon sens, ce ne sera pas suffisant pour lutter contre la fraude fiscale internationale et nous attendons d'en voir les applications et les effets concrets.

Solidaires Finances Publiques regrette à ce propos que la stratégie française en la matière, qu'élabore la DLF (Direction de la législation fiscale) ne fasse l'objet d'aucune présentation.

En tout état de cause, la question des moyens reste primordiale pour la mise en œuvre et l'aboutissement en matière de coopération internationale. La coopération, ce sont tout d'abord des discussions entre états auxquelles la MEJEI (Mission d'expertise juridique et économique internationale) participe. Solidaires Finances Publiques s'inquiète de la charge actuelle importante de cette mission et de la croissance prévisible de celle-ci dans le contexte du BEPS. Aussi, les effectifs doivent être renforcés afin d'être en adéquation avec la charge croissante.

Sur la mise en place du bureau fiscal des investisseurs, mission rattachée au cabinet du Directeur général depuis 2014 cette mission relève plus d'une mission de conseil fiscal. Il ne faudrait pas dérapier comme au Luxembourg vers une offre de « tax ruling ».

Des rumeurs de rapprochement avec la Mission coopération internationale (MCI) circulent, qu'en est-il ?

Cette coopération se décline sur plusieurs niveaux.

La nouvelle organisation de la coopération technique s'apparente à une externalisation avec une perte de compétence voire de suprématie de la DGFIP sur cette mission. Solidaires Finances Publiques s'interroge, non pas sur les raisons qui fondent cette nouvelle organisation, que nous considérons toujours envisagée sous le seul prisme de la rationalisation des coûts, mais sur l'efficacité d'un EPIC « Expertise France » dans ce cadre. Nous considérons cette captation de mission comme dangereuse à plusieurs égards. Tout d'abord, la DGFIP perd une mission intrinsèque qui fait sens et contribue à renforcer les fonctionnements démocratiques des états assis sur le bien commun et les financements publics. La DGFIP devenant un expert ponctuellement saisi, saisi devant être compatible avec les contraintes métiers, ce qui questionne sur le devenir de la mission. Enfin, le recentrage géographique annonce une perte de coopération flagrante. Les seules coopérations bilatérales se faisant vers quelques pays en voie de développement, Solidaires Finances Publiques voit dans ce recul vis-à-vis du reste du monde une sorte de recul conservateur, lequel dans la période résonne fortement (brexit).

Concernant la réorganisation du contrôle fiscal à l'international à la DGFIP, Solidaires Finances Publiques réclame un plan ambitieux valorisant l'expertise et la technicité, ainsi que les liens entre les services tant de législation, de contrôle et de gestion fiscale.

Sur ce point, le projet de réorganisation de CF, présenté lors du CTSCR du 3 juin dernier nous laisse sur notre faim...

Au sujet des trésoreries auprès des ambassades de France (TAF), la seule justification, que vous nous présentez, est la rationalisation du réseau sans à aucun moment faire état d'un bilan des missions exercées dans ces TAF. Comme sur le territoire national, c'est bien une réduction du maillage international de la DGFIP qui est en cours.

Quant au réseau des attachés fiscaux, Solidaires Finances Publiques souligne l'absence de toute fiche. Nous avons déjà relevé des incohérences tant dans les missions exercées d'un poste à l'autre que dans leurs implantations géographiques.

Nous vous demandons vos ambitions en la matière.